



Coordination des Groupes Anarchistes

Relations Extérieures

c/o Librairie Infos

2 bis rue T. Guiter BP 40233 66002 PERPIGNAN Cedex

relationsexterieures@c-g-a.org – <http://www.c-g-a.org>

Communiqué de presse

Non aux projets capitalistes de développement !

Réappropriation des terres spoliées

VINCI hors de la ZAD de Notre Dame-des-Landes

Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est né à la fin des années « 60 » dans des esprits capitalistes et spéculateurs.

Le site de Notre-Dame-Des-Landes, choisi en 1967, fut validé en 1970 par le Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire pour remplacer « Nantes Atlantique » aéroport nantais existant à l'époque, notamment pour y développer le fret, et aussi pour pouvoir accueillir fièrement le tout nouveau **Concorde**.

Les populations de la région apprirent ainsi que « *La métropole Nantes – Saint Nazaire (deviendrait) le Rotterdam aérien de l'Europe par la création d'un aéroport international de fret au nord de la Loire* ».

Des « experts » en prévision de trafic, s'aventurèrent à l'époque à nous annoncer qu'entre **5 et 9** millions de passagers fréquenteraient l'actuel aéroport de Nantes Atlantique l'an 2000.

Ils se trompent rarement nous dit-on ! Pourtant, il faut savoir que l'aéroport n'en accueille aujourd'hui que 3,2 millions par an...

Le projet rencontra quasiment dès l'origine une réelle suspicion des populations locales, suspicion qui fit très vite place à une forte résistance. Des terres du Conseil Général de Loire atlantique furent ainsi réquisitionnées pour être transformées en espaces de lutte et de vie collective.

Rappelons que ce projet ne se résume pas à la seule construction d'un aéroport, mais intègre aussi la transformation de toute une zone agricole militante et de son écosystème en plate-forme économique internationale dont l'entreprise **VINCI** devrait tirer profit, puisque c'est elle qui est concessionnaire du projet depuis le 1^{er} janvier 2011.

Les gouvernements successifs de Droite et de Gauche réunis, ont fait naître et ont accompagné un projet « destructeur » à plusieurs niveaux. Il s'inscrit, en effet, dans un territoire de bocages à vocation agricole qui bénéficie d'une biodiversité liée à l'absence de remembrement et à la pratique d'une agriculture extensive depuis de très nombreuses années.

La réalisation des ouvrages impacterait de manière importante et définitive l'ensemble de l'écosystème que constituent la trame bocagère, les cours d'eau, la faune, la flore et les espèces protégées animales et végétales. Elle destinerait des terres à des fins commerciales très rentables, alors qu'elles étaient jusque-là réservées à l'agriculture.

Une enquête publique, a eu pour objectif d'évaluer d'une part « *l'impact de l'aéroport et de sa desserte routière sur l'eau et les milieux aquatiques* » et aussi de « *déterminer si les projets de travaux à réaliser(...) satisferaient aux exigences de la Loi sur l'Eau* »

Rappelons que lors de cette enquête, menée dans le désert de l'été, 11 conseils municipaux sur les 19 concernés par les projets de travaux ont donné un avis défavorable (1 n'a pas désiré donner d'avis car totalement opposé au projet, 4 n'ont pas délibéré, 1 a fourni une réponse défavorable à la loi sur l'eau et favorable à la desserte routière, 1 a fourni une réponse favorable et 1 n'a pas répondu).

A l'issue de l'enquête, les décideurs ont émis un avis favorable !

Comme souvent, le vernis « démocratique » craque sous les coups de boutoir des intérêts du capitalisme et de l'Etat réunis.

Pour finir, quand celles et ceux qui s'opposent au projet manifestent et emploient l'action directe, c'est à la répression, au gazage et à la matraque qu'elles et ils ont droit.

Hier **Plogoff, Besançon, le Larzac**, aujourd'hui **Notre Dame-des-Landes** !

Solidaires des opposants, nous refusons la politique répressive de l'Etat et soutenons toutes les actions de réoccupation des terres. A Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, défendons la réappropriation des espaces spoliés par le Capital et l'Etat afin d'en faire de véritables espaces de vie sans autorité, sans hiérarchie.

Ne laissons plus l'Etat décider à notre place des divers projets d'avenir. Sa seule compétence se résume à nous envoyer des légions policières, afin de favoriser les intérêts des patrons et des actionnaires de grandes entreprises, et tout cela dans le silence complice des médias.

SOLIDARITE avec l'occupation militante des terres de Notre Dame-des-Landes et REJET de ce projet inutile.

Relations Extérieures de la C.G.A.
Perpignan le 3 décembre 2012